

# Perspectives

N°23/140 – 10 mai 2023

## ASIE – Conjuguer développement et transition écologique

Alors que l'Asie du Sud sort à peine d'une nouvelle vague de chaleurs extrêmes, avec des nouveaux records de température atteints en Thaïlande, au Pakistan ou au Bangladesh, la question de la transition énergétique face aux dérèglements du changement climatique se pose de manière intense.

En Thaïlande, où les élections législatives doivent avoir lieu le 14 mai prochain, le thème de la pollution atmosphérique, aggravée par les épisodes de canicule, s'est invité dans la campagne. La plupart des candidats se sont ainsi engagés à doter le royaume d'un nouveau cadre juridique afin de lutter contre les particules fines, particulièrement nocives pour la santé.

La qualité de l'air est un enjeu majeur pour l'Asie, où certaines pratiques (culture sur brûlis, feux de forêt, incinération des déchets) ont encore du mal à être régulées. La dépendance du continent au charbon, source d'énergie majoritaire dans de nombreux pays (Chine, Inde, Indonésie, Vietnam) est un autre facteur alimentant la pollution. À l'exception de la Malaisie et de la Thaïlande, plus dépendantes du pétrole et du gaz, la part du charbon demeure ainsi bien plus élevée que la moyenne mondiale (27%).

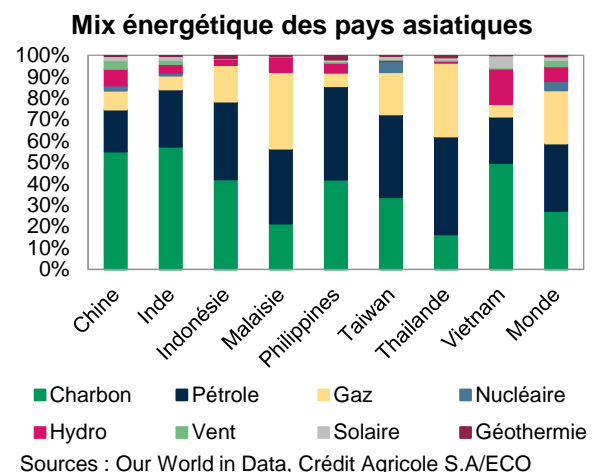
Durant la COP26, qui s'est tenue en novembre 2021 à Glasgow, une quarantaine de pays se sont engagés à réduire, voire à sortir de leur dépendance au charbon à l'horizon 2030 pour les économies avancées et 2040 pour les autres. Mais la Chine, l'Inde et l'Indonésie ne sont pas signataires de cet accord. C'est tout juste si la Chine a consenti à ne plus financer de nouvelles centrales à l'étranger, sans rien promettre sur ses activités domestiques.

### L'enjeu des énergies renouvelables

L'Inde ne s'est pas non plus prononcée sur un agenda de sortie, mais s'est fixée comme objectif de générer 50% de son électricité grâce à des énergies renouvelables d'ici 2030. Un objectif ambitieux : en 2021, les renouvelables représentaient 10% du mix énergétique indien, mais 20% de la production d'électricité.

Certains pays asiatiques semblent mieux positionnés, à commencer par le Vietnam qui en vingt ans a développé des filières dans l'hydroélectricité et les panneaux solaires. Près d'un quart des nouvelles capacités de production acquises depuis 2000 l'ont ainsi été dans les renouvelables, qui remplissent maintenant plus de 40% des besoins en électricité du pays.

À la traîne sur le continent, 14,5% de la consommation électrique vient de sources renouvelables, la Thaïlande demeure toujours très dépendante de sources d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) dont elle est de surcroît importatrice nette.



Championne dans la construction des panneaux solaires, qui ne constituent cependant qu'une part très résiduelle de la production d'électricité (4%), la Chine a elle aussi amplifié ses capacités dans l'hydraulique, ce qui n'est pas sans créer de nouveaux problèmes.

La multiplication des retenues d'eau et des barrages, en particulier sur le Mékong, où sont installées les centrales, engendre des tensions avec les pays en aval (Laos, Birmanie, Cambodge, Thaïlande, Vietnam). Ces derniers doivent ainsi composer avec les variations de ce fleuve qui fluctuent au gré des besoins chinois en matière d'électricité et des épisodes de sécheresse de plus en plus longs, eux-mêmes aggravés par le réchauffement climatique... Or, le Mékong est la source de nourriture et de revenus pour 66 millions d'habitants.

### Conjuguer développement et transition ?

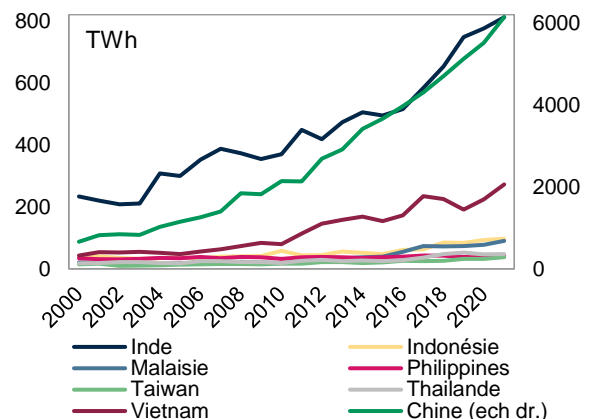
Si la plupart des pays d'Asie, et des pays émergents en général, refusent de s'engager sur des cibles de réduction d'émission, de sortie du charbon ou de neutralité carbone, c'est aussi parce qu'ils considèrent qu'ils ne sont que marginalement responsables de l'état du monde actuel, et qu'ils n'ont pas les moyens de financer la transition, alors même qu'ils sont encore en pleine phase de développement.

Effectivement, rapportées au nombre d'habitants, les émissions de CO<sub>2</sub> dans ces pays demeurent souvent inférieures à celles des pays avancés. Surtout, nombre de pays d'Asie du Sud (Inde, Indonésie, Philippines, Vietnam) n'ont pas encore achevé leur transition démographique et n'ont donc probablement pas encore atteint leur pic d'émissions.

Confrontés à des besoins en investissements massifs, mais à des ressources publiques limitées, ces pays n'ont souvent pas les moyens de développer des plans budgétaires pour soutenir la transition. Le budget indien pour 2023/2024 incluait par exemple des investissements de 4,3 milliards de dollars dans la transition énergétique. Dans le même temps, les États-Unis ont approuvé un paquet de dépenses de 500 milliards de dollars pour inverser la courbe de leurs émissions, le Japon a dévoilé un plan de 150 milliards pour la « transition verte » et l'Union européenne des fonds de 270 milliards pour subventionner l'industrie verte européenne.

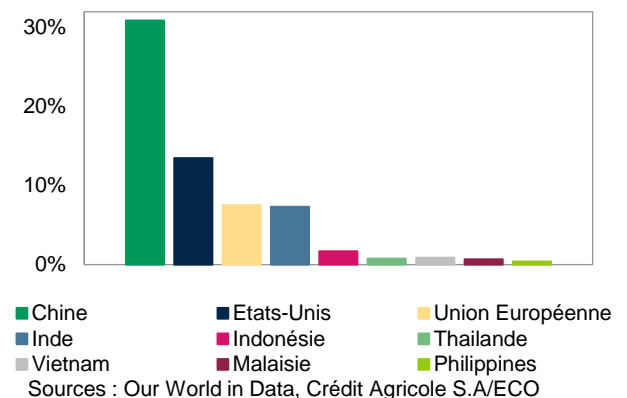
L'Agence internationale de l'énergie, qui suit les dépenses des États<sup>1</sup> liées à la transition énergétique (électricité bas carbone, innovation dans le domaine des carburants, transports bas carbone, réseaux électriques, efficacité énergétique des bâtiments), indique ainsi que sur les 1 840 milliards de dollars d'annonces ou de mesures déjà prises au moins 1 600 milliards l'étaient dans des pays avancés.

### Production d'énergie renouvelable



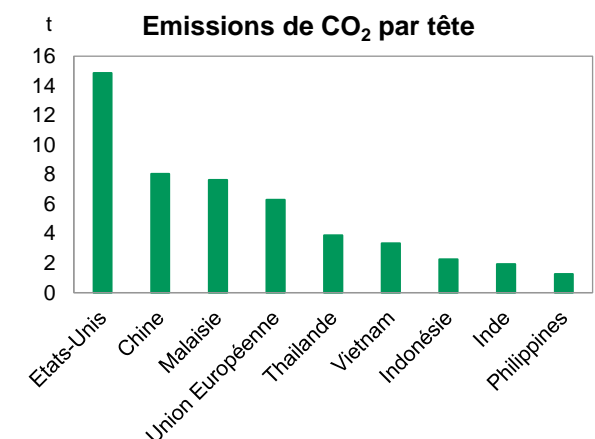
Sources : Our World in Data, Crédit Agricole S.A/ECO

### Part du pays dans les émissions de CO<sub>2</sub> mondiales



Sources : Our World in Data, Crédit Agricole S.A/ECO

### Emissions de CO<sub>2</sub> par tête



Sources : Our World in Data, Crédit Agricole S.A/ECO

Article publié le 5 mai 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

<sup>1</sup> [Government Energy Spending Tracker: Policy Database – Data Tools - IEA](#)

## Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
10/05/2023	Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023	Italie
09/05/2023	<u>Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie</u>	États-Unis
05/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/05/2023	<u>L'indésirable blé ukrainien</u>	Ukraine
04/05/2023	<u>Brésil – Vers un nouveau cadre budgétaire</u>	Brésil
03/05/2023	<u>Soudan – L'instabilité politique, un frein à l'économie</u>	Afrique sub-saharienne
02/05/2023	<u>Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial</u>	Asie, Amérique du Nord
02/05/2023	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-Agroalimentaire
28/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
28/04/2023	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance atteint 0,2% au T1 2023</u>	France
28/04/2023	<u>News géoéconomiques</u>	Géoéconomie
27/04/2023	<u>L'indispensable politique étrangère des entreprises</u>	Géoéconomie
27/04/2023	<u>Italie – Scénario 2023-2024 : 2023, l'année du ralentissement</u>	Italie
27/04/2023	<u>L'indispensable politique étrangère des entreprises</u>	Monde
26/04/2023	<u>Chine – Les paradoxes de la reprise chinoise</u>	Asie
26/04/2023	<u>Italie – Le bon élève mais pauvre, une consolidation qui ne dit pas son nom</u>	Italie
25/04/2023	<u>Amérique latine – Un peu de prévision, un peu de prospective</u>	Amérique latine
24/04/2023	<u>Espagne – Scénario 2023-2024 : le retour de la croissance molle</u>	Zone euro
21/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/04/2023	<u>Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : la récession évitée, l'inflation persiste</u>	Royaume-Uni
20/04/2023	<u>Inde – Derrière le "moment indien", le domino géopolitique</u>	Asie
20/04/2023	<u>Inde – Derrière le "moment indien", le paradoxe économique</u>	Asie
20/04/2023	<u>Immobilier non résidentiel en France – À cause de la hausse des taux d'intérêt, les valeurs vénale ont globalement baissé en 2022 et devraient continuer à baisser en 2023</u>	Sectoriel
20/04/2023	<u>L'Asie concentre toujours les espoirs de la croissance mondiale future</u>	Asie

**Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques**

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.